

# L'AFFAIRE GUY MÔQUET :

## UNE MYSTIFICATION ENFIN DÉJOUÉE

PAR GILBERT BEAUBATIE

« *La commémoration de la mort de Guy Môquet, de ses 26 compagnons d'infortune et de tous les autres fusillés [doit être] l'occasion de rappeler aux élèves des lycées l'engagement des jeunes gens et jeunes filles de toutes régions et de tous les milieux qui firent le choix de la résistance, souvent au prix de leur vie* »: voici l'injonction que nous trouvons dans le B.O. du 30 août 2007, qui fait obligation à tous les lycées de France d'organiser une journée commémorative, au cours de laquelle lecture sera faite de la dernière lettre écrite à ses parents par Guy Môquet, à la veille d'être fusillé par les Allemands le 22 octobre 1941.

Cette initiative présidentielle a été diversement appréciée, approuvée par certains, stigmatisée par d'autres, à tel point que deux historiens professionnels ont décidé de mener une enquête sur ce qu'ils appellent *L'Affaire Guy Môquet*<sup>1</sup>. A partir de la prescription officielle, une première question est, d'emblée, posée : est-ce que le jeune Guy Môquet a fait « *le choix de la résistance, au prix de [sa]vie* » ?

### GUY MÔQUET : UN COMMUNISTE OBÉISSANT

Il est né le 26 avril 1924 à Paris dans le XVIII<sup>e</sup> arrondissement. Son père, Prosper, originaire de Bréhal, dans la Manche, a débuté sa vie professionnelle comme garçon de ferme. Ancien combattant de la Grande Guerre, il s'est rendu en 1920 à Paris, où il est devenu cheminot à la gare Saint-Lazare. En 1923, il a adhéré à la CGTU ; trois ans plus tard au PCF ; et a vite assumé des responsabilités de plus en plus importantes : délégué du personnel, puis à la sécurité, membre de la commission administrative, et enfin secrétaire adjoint de la fédération unitaire des cheminots en 1935, au moment de la réunification de la CGTU et de la CGT. En 1936, il est même élu député communiste dans le XVII<sup>ème</sup> arrondissement. Après la dissolution du PCF le 26 septembre 1939, par le président du Conseil Edouard Daladier, Prosper Môquet a refusé de désavouer le pacte de non-agression, signé le 23 août par l'Allemagne nazie et l'Union soviétique. Avec quarante-deux autres députés communistes, il est inculpé d'avoir reconstitué une organisation dissoute, sous couvert d'un groupe parlementaire : le Groupe Ouvrier et Paysan français. Après avoir été arrêté le 5 octobre 1939 et déchu de son mandat, il est condamné le 3 avril 1940 à 5 ans de prison et de privation de ses droits civiques et politiques. Motif : avoir « *participé à une activité ayant directement ou indirectement pour objet de propager les mots d'ordre émanant de la III<sup>ème</sup> Internationale communiste* ». D'abord interné à la prison de Niort, puis transféré à celle du Puy durant l'exode, jusqu'en mars 1941, il sera ensuite conduit au fort Saint-Nicolas à Marseille, et finalement transporté le 5 avril à proximité d'Alger, à Maison Carré.

Son fils Guy a été, par la force des choses, grandement affecté et conditionné par la condamnation dont son père a été l'objet, onze jours seulement avant qu'il fête l'anniversaire de ses seize ans. Dès lors, subissant l'influence, idéologique et politique de ce père admiré, désormais captif et si éloigné, il décide de poursuivre, résolument, son « *combat* ».

Déjà membre de l'organisation communiste réservée aux enfants depuis 1936 (les « *Pionniers* »), il a rejoint les Jeunesses communistes en 1939. Courant novembre, il écrit au président de l'Assemblée Nationale Edouard Herriot pour lui réclamer la libération de son père :

*« Je suis jeune Français, et j'aime ma patrie  
J'ai un cœur de Français, qui demande et supplie  
Qu'on lui rende son père, lui qui a combattu  
Pour notre belle France avec tant de vertu. »*

A son père incarcéré, il adresse une lettre dans laquelle il redit « *le juvénile amour* [qu'il a eu] *jusqu'ici / En celui à présent qui est bien enrhumé* ». L'élève Guy Môquet fréquente de moins en moins le lycée Carnot et préfère militer activement au sein des Jeunesses communistes, en diffusant les mots d'ordre du PCF clandestin. Le 16 novembre 1939, depuis Moscou où il a déserté, Maurice Thorez a prévenu que la direction du Parti avait poursuivi et conservé « *une position antifasciste, complètement erronée qui [avait paralysé] toute résistance à l'impérialisme français et à son gouvernement* ». En conséquence, les communistes ont été sommés d'appliquer les directives nouvellement fixées par l'Internationale communiste. Ces directives, on les retrouve justement dans les tracts ou les journaux que Guy Môquet est amené à distribuer au mois d'octobre 1940 dans le XVII<sup>ème</sup> arrondissement.

Dans *Libérez Prosper Môquet*, on peut lire qu'« *un seul Parti est digne de gouverner la France. Un seul parti a fait preuve de courage et d'honnêteté. Un seul parti a lutté contre la guerre. Un seul Parti est au service du peuple. Un seul parti peut relever la France de ses ruines. Ce Parti, c'est le parti communiste* ».

Un autre tract est titré *Nous avons raison !* Il se complaît à rappeler la politique que le parti communiste a menée depuis le 23 août :

*« Il y a un an, le 23 août 1939, l'Union soviétique, le grand pays du socialisme triomphait et signait avec l'Allemagne un pacte de non-agression déjouant ainsi les manœuvres de guerre des impérialistes franco-anglais qui voulaient jeter l'Allemagne contre l'URSS afin de rétablir à leur profit le capitalisme au pays des soviets, d'anéantir la classe ouvrière internationale et de réaliser leur plan de conquêtes impérialistes...*

*Il y a un an : la Jeunesse communiste guidée par le grand Parti communiste et son chef Maurice Thorez, approuvait le pacte germano-soviétique facteur de paix, et se dressait contre cette guerre odieuse. »*

Un troisième tract s'en prend, quant à lui, violemment aux « *magnats d'industrie (Schneider, de Wendel, Michelin, Mercier...), tous, qu'ils soient juifs, catholiques, protestants ou francs-maçons [qui], par esprit de lucre, par haine de la classe ouvrière, ont trahi notre pays et l'ont contraint à subir l'occupation étrangère [...]. De l'ouvrier de la zone, avenue de Saint-Ouen, à l'employé du quartier de l'Etoile, en passant par le fonctionnaire des Batignolles [...], les jeunes, les vieux, les veuves sont tous d'accord pour lutter contre la misère. »*

Dans cette propagande communiste, il n'est jamais question de résistance à l'occupant nazi, qui contrôle, pourtant, depuis le 22 juin 1940, les 3/5 du territoire français.

Dans *L'Avant-garde* du 13 octobre 1940, le général de Gaulle, les gaullistes et l'Angleterre, qui ont décidé de combattre coûte que coûte, sont tout simplement rabroués, vilipendés et qualifiés de renégats ! Une circulaire interne du PCF s'est même réjouie de la défaite française en juin 40, elle-même suivie de la liquidation de la République : « *L'ennemi - qui est à l'intérieur dans toute guerre impérialiste - est par terre. La classe ouvrière et mondiale doit retenir cet événement comme une victoire et comprendre qu'il faut voir là un ennemi de moins. Il importe de mettre tout en oeuvre pour que la chute de l'impérialisme français soit définitive. »* Le jeune Guy Môquet, en tant que militant discipliné, convaincu et obéissant, a donc participé activement, sans toujours mesuré les risques encourus, à cette propagande défaitiste et antipatriotique. Les tracts qu'il a accepté de diffuser en 1941, comme ceux de 1939 et de 1940, ont servi à justifier le pacte germano-soviétique et à dénoncer la « *guerre impérialiste* ».

Le 13 octobre 1940, Guy Môquet est arrêté à la gare de l'Est par trois inspecteurs de la Brigade spéciale de répression anticomuniste qui depuis plusieurs jours surveillaient les agissements du groupe de trois dont il faisait partie, avec René Pignard (21 ans) et Georges Grünenberger (20 ans). Les inspecteurs ont perquisitionné son domicile sans avoir eu besoin d'en venir « *jusqu'aux coups* ». Ses deux complices avaient assez parlé pour qu'il soit identifié comme étant un membre actif des Jeunesses communistes. La 15<sup>ème</sup> Chambre du Tribunal correctionnel de Paris, le 23 janvier 1941, l'acquitte « *comme ayant agi sans discernement* ». Cependant, il n'est pas remis en liberté : conduit au dépôt de la Préfecture de Police jusqu'au 10 février 1941, il est transféré à la prison de la Santé, ensuite à la Centrale de Clairvaux, enfin le 15 mai, dans le camp de Choisel, situé à proximité de Châteaubriant, sous-préfecture de Loire-inférieure de 9000 habitants. S'y trouvaient des gitans, des trafiquants du marché noir, des proxénètes, des prostituées et des « *politiques* », surtout des communistes, tous affectés dans des baraques séparées (222 sur 641). De ce camp de séjour créé en mars 1941, d'une superficie d'environ cinq hectares, vont s'échapper, le 19 juin 1941, sur ordre du parti communiste, quatre responsables membres du Comité Central du PCF : Fernand Grenier, Eugène Hénaff, Léon Mauvais et Henri Raynaud.

Cette quadruple et spectaculaire évasion constitue assurément « *un tournant majeur dans l'histoire du camp* », entraînant la nomination d'un nouveau directeur, la

suppression des visites familiales et surtout l'enfermement d'une vingtaine de politiques dans une baraque (n° 19), isolée du reste du camp par une rangée de fils de fer barbelés.

Le 20 octobre 1941, à Nantes, sur la place Saint-Pierre, entre la cathédrale et la préfecture, le Feldkommandant, le colonel Hotz - la plus haute autorité militaire allemande du département - est blessé mortellement par le communiste Gilbert Brustlein, que le comité militaire national du PCF a désigné, avec deux autres camarades, pour étendre la lutte armée en province. L'administration militaire allemande en France (MBF) reçoit aussitôt l'ordre de venger la disparition de celui qui vient d'être tué par « *deux balles dans le dos* ».

La décision de fusiller des otages a été immédiatement prise par Hitler, transmise, via von Stuelpnagel et Boelburg, au Feldkommandant d'Angers et au Kreistkommandant de Châteaubriant, Kristukat. Le ministre de l'Intérieur Pierre Pucheu, avec la collaboration des membres de son cabinet et, « *dans une moindre mesure* », du sous-préfet Bernard Lecornu, finit par établir et proposer deux listes avec 61 noms afin de permettre aux autorités allemandes de « *sélectionner* » les otages devant être fusillés. Toutes les suggestions ministérielles n'ont pas été retenues ; dix des 27 tués à Châteaubriant ne figurent pas sur les listes dressées. En particulier le nom de Guy Môquet. Les prisonniers de la baraque n° 19, considérés comme des « *otages type* », des « *politiques* » et meneurs communistes, au contraire, y sont : un député (Michels), des conseillers généraux (Grandel, Auffret, Gardette), des syndicalistes (Timbaud, Vercruyse, Granet)...

Pourquoi le nom de Guy Môquet, qui n'apparaissait pas sur la liste de la baraque 19 (mais dans celle portant le n°10), ni sur « *les listes Pucheu* », a été retenu ? Pour au moins sans doute trois raisons :

- sa jeunesse : le capitaine Sieger, qui se trouvait aux côtés du colonel Hotz lorsque ce dernier a été assassiné, a témoigné avoir vu deux hommes s'enfuir et qu'ils étaient « *très jeunes et alertes* » ;

- son militantisme : les autorités allemandes savent qu'il est un communiste dévoué, discipliné et déterminé ;

- son nom : celui d'un ancien député communiste toujours incarcéré en Algérie. Mais l'attitude des communistes, après le 22 juin 1941, a changé « *d'un seul coup... Repeints immédiatement de tricolore, ils [ont reçu] la mission de multiplier au plus tôt, contre les troupes d'occupation, les attentats individuels* ».

Les 27 otages, désignés et regroupés dans une baraque vide (la n° 6) vont être prévenus du sort qui les attend par le sous-préfet Lecornu. L'un d'eux lui répond qu'ils sauront « *mourir en Français* ». Seul Ténine, en désignant le jeune Guy Môquet, ose lui demander : « *Même lui, qui a dix-sept ans ?* » Le sous-préfet, fortement ébranlé par cette supplique, demandera à Kristukat sa grâce, ainsi que celle de deux autres

condamnés, l'un âgé de 21 ans, en instance de libération, l'autre qui aurait dû être libéré si l'arrêté le concernant avait été appliqué. En vain ! Il aurait dû en désigner trois autres à la place !

Au tour du curé de Bléré d'entrer dans la sinistre baraque. Du récit qu'il laissa plus tard, on retiendra ceci : « *Chacun s'empresse de finir sa lettre... Je revois encore M. Timbaud donnant le bras au jeune Môquet. J'ai devant les yeux le beau visage de ce jeune homme de dix-sept ans. J'entends la déclaration de ce grand garçon me disant : "Je laisserai mon souvenir à l'Histoire, car je suis le plus jeune des condamnés".* »

Un autre témoignage nous renseigne sur les derniers instants de Guy Môquet, celui d'un autre détenu Adrien Agnès, qui sera lui aussi fusillé le 15 décembre 1941.

Une feuille de papier a été remise à chaque otage pour que celui-ci puisse faire connaître ses dernières volontés. A 14 heures, ils ont été enfermés dans la baraque n° 6, entourés de gendarmes et des autorités. A 14 heures 30 sont arrivés des camions allemands qui se sont rangés devant la baraque. Un lieutenant a ouvert la porte et commencé le dernier appel. A l'annonce de son nom, chaque condamné s'est présenté. Les gendarmes les ont fouillés, ont vidé leurs poches et attaché leurs mains avant de les faire monter, par groupe de neuf, dans un véhicule. Ils n'ont pas cessé de chanter la Marseillaise et de faire des signes d'adieu. C'est alors que l'otage Ténine s'est avisé d'interpeller un officier allemand pour lui dire que « *c'est un crime de tuer un gosse qui n'a que dix-sept ans* ». Guy Môquet de lui répondre : « *Laisse Ténine, je suis autant communiste que toi* » (sans doute les dernières paroles qu'il a prononcées, avec celles de la Marseillaise). A partir de 16 h 15, les 27 condamnés ont été conduits dans une carrière de sable, située à deux kilomètres de Châteaubriant, où ils ont été fusillés, neuf à la fois.

Dans sa dernière lettre, Guy Môquet a souhaité que sa mort « *serve à quelque chose* », et a tenu à saluer une dernière fois son « *petit papa* » et l'assurer qu'il a « *fait de son mieux pour suivre la voie* » qu'il lui a tracée.

#### UNE MORT INSTRUMENTALISÉE

L'initiative du président Sarkozy a donné lieu à un déferlement d'approximations et d'amalgames, de considérations et d'affirmations souvent intempestives. Le devoir de mémoire a supplanté, de façon brutale et néfaste, le, pourtant nécessaire et salutaire, travail d'histoire.

Les deux historiens citent à l'appui de leur plaidoyer deux citations on ne peut plus révélatrices de cet empressement non contrôlé. Celle de la secrétaire générale du PCF, Marie-Georges Buffet, qui assure que « *ce jeune homme était porteur de patriotisme par son engagement dans la résistance, mais aussi parce que son combat pour l'émancipation humaine avait un but, celui de construire une République des droits et des libertés dans une démocratie.* » Celle, enfin, de Laurent Joffrin, directeur

du journal *Libération*, qui va jusqu'à affirmer que le texte de Guy Môquet, « *déchirant à tous égards* », « *est un magnifique exemple d'héroïsme manifesté dans la lutte la plus indiscutable qui soit, celle qui a opposé la Résistance aux barbares hitlériens* » !

Une question se pose ici : comment le cas de Guy Môquet, militant communiste sincère, qui n'a jamais commis la moindre action violente, a-t-il pu être transformé en victime inconsciente et expiatoire d'un jeu politicien ?

La réponse est à chercher dans une manipulation mise en place par son propre parti au lendemain de son exécution, sans cesse rappelée et renforcée, avant d'être imposée comme une donnée irréfutable, qui fait de lui un pionnier de la lutte armée contre le nazisme et une icône de la résistance française.

Le 31 octobre 1941, soit neuf jours après l'exécution des 27 otages de Châteaubriant, le général de Gaulle depuis Londres a invité les Français à faire une « *grève nationale* », en s'immobilisant durant cinq minutes. Les dirigeants communistes se sont empressés de relayer cet appel et d'honorer sa mémoire jusqu'à imposer son exemple à la jeunesse résistante.

Jean-Marc Berlière et Franck Liaigre expliquent pourquoi et dans quel but le PCF a célébré son martyr, avec « *une ferveur commémorative* » ininterrompue. A cela plusieurs raisons :

- les jeunes, désireux de rejoindre les rangs des jeunes communistes, ont, avec lui, un exemple à suivre, celui d'un héros qui jusqu'à sa mort est resté fidèle à son idéal, à ses convictions ;

- le parti communiste, à travers le martyr de Guy Môquet et de ses camarades, administre la preuve de son patriotisme. Alors que le parti communiste, fidèle à Moscou, n'avait pas encore fait le choix de la résistance, la date de l'arrestation de Guy Môquet, le 13 octobre 1940, ne peut qu'être mise en avant et utilisée pour masquer ce qu'a été réellement sa politique entre le mois d'octobre 1939 et le 22 juin 1941, début de l'opération Barbarossa ;

- Guy Môquet est crédité de motivations patriotiques et présenté comme le symbole de l'indépendance nationale. A l'instar de son parti qui à partir de juin 1941 a enfin choisi de libérer la patrie et de faire appel à tous les patriotes. Il se donne de la sorte les moyens de contribuer à antidater l'entrée du PC en résistance ;

- la mise en place d'une mystification mémorielle. Afin de faire oublier ses lourdes et coupables responsabilités durant la période antérieure au 22 juin 1941, le PC entend faire admettre deux choses. D'abord que le peuple - qu'il incarne et sert - n'agit que pour le bien commun, alors que la bourgeoisie - qui, elle, l'exploite - n'a d'autre but que de « *servir* » et de protéger ses intérêts privés. Ensuite, face à la concurrence, à la fois mémorielle et historique du général de Gaulle, le PC va s'employer à relativiser certaines données. Les dirigeants communistes, après l'avoir ménagé jusqu'au début

de la guerre froide en 1947, vont dès lors l'accabler de quolibets et d'injures, le qualifier d'ennemi de classe et de « *Versillais* », de « *cagouillard* » et de « *fasciste* », bref, d'être un « *traître en puissance* ». Et de rappeler que son « *fameux* » appel du 18 Juin, lancé depuis le sol britannique, n'a été entendu que par une poignée d'auditeurs et qu'il ne s'adressait qu'aux spécialistes, aux ingénieurs et aux officiers... Le PC, quant à lui, se fait fort d'opposer un appel que, lui, a lancé depuis le sol national, le 10 Juillet, le jour où à Vichy les pleins pouvoirs ont été votés au maréchal Pétain. Et de prétendre que l'« *appel du 10 juillet* » a inspiré Guy Môquet et ses camarades dans leur résistance à l'occupant allemand.

Il est bon de faire remarquer, tout de suite, que ce texte n'a rien à voir avec un appel à la résistance : il s'en prend aux dirigeants français, accusés d'avoir déclaré la guerre ; il dénonce la République, l'Angleterre et Vichy, mais jamais la puissance victorieuse, occupante et prédatrice !

- le parti communiste enfin a cherché à faire admettre qu'ont existé, à l'intérieur du parti communiste clandestin, deux options, deux tendances, deux attitudes, autrement dit une « *double ligne* », qui serait la conséquence de l'absence de tout contact entre le sommet et la base, entre le centre et la périphérie.

Les deux historiens citent plusieurs témoignages qui invalident cette thèse. Celui de Charles Tillon, chef des FTP, qui le 19 octobre 1952 déclare : « *Je crois avoir prouvé par mon attitude et tous mes actes que j'avais compris et approuvé dès le premier moment et sans une hésitation, ni réserve, la signature du pacte germano-soviétique* » ; « *avec toutes mes forces, que durant la guerre, je n'ai eu aucun désaccord avec la direction du parti sur la politique du Parti... Je déclare être en accord absolu avec l'action du Parti pendant la drôle de guerre* ». Autre témoignage, tout aussi probant, celui de Georges Guingouin qui, jusqu'au mois d'avril 1942, assure avoir été d'accord avec les principes fondamentaux du PCF : « *J'ai conscience d'avoir fait le maximum qu'un homme puisse faire pour son Parti. J'ai tout sacrifié volontairement : profession, vie privée et ma vie tout court puisque je sais, ayant pu avoir connaissance de mon dossier, que je suis condamné à mort et ma tête mise à prix [...] j'ai été un véritable agitateur des masses comme le doit être tout bolchévik. Quand je tomberai, le Parti peut être certain que je me montrerai digne de lui.* »

Une conclusion s'impose : il est difficile de valider la thèse de « *la double ligne* ». En effet, tout communiste, resté fidèle à son Parti (formation léniniste), se devait d'être obéissant et discipliné, soucieux d'appliquer les directives du « *centre* ».

#### LE VERDICT DE L'HISTOIRE

La tragédie de Châteaubriant a fortement contribué à une opération de réécriture de l'histoire, à partir d'une mémoire en quelque sorte adaptée et rectifiée, abusivement instrumentalisée. Pour comprendre et expliquer l'histoire bouleversante de Guy Môquet, il importe de la replacer dans son contexte historique, d'évoquer ce qu'ont été

précisément, et son engagement militant, et la politique que la direction du PCF a suivie, entre le 23 août 1939 et le 22 juin 1941.

La démonstration des deux historiens est implacable et quasiment définitive. A coups de citations et d'exemples trouvés dans des archives souvent inédites, ils néantisent et ridiculisent le « *tour-de-passe-passe mémoriel* » auquel s'est livré le parti communiste, relayé par des historiens encartés ou bien complaisants. Un « *déboulochage* » en règle. Souhaitons que ce dernier sera repris et complété par les enseignants et les auteurs de manuels !

Voici, dans leur succession chronologique, les différents engagements qui ont été pris et défendus par la direction du parti communiste français :

- le 23 août 1939, le pacte germano-soviétique est signé. Les dirigeants communistes français obéissent aux ordres en provenance de Moscou. Pour le secrétaire fédéral du PC dans le Pas-de-Calais Auguste Lecoer, « *il n'y eut, évidemment de mon côté aucune gêne. Pour bien comprendre l'état d'esprit du militant communiste de l'époque, il ne faut pas faire l'impasse sur le fait que nous étions inconditionnellement fidèles à l'Union soviétique* ». Pour Albert Ouzoulias aussi, « *le pacte de non-agression n'a pas posé de problème* ».

- Le 1<sup>er</sup> octobre 1939, à l'initiative du président (Florimond Bonte) et du secrétaire général (Arthur Ramette) du groupe parlementaire, les députés communistes adressent une lettre au président de la l'Assemblée nationale Edouard Herriot, dans laquelle ils déclarent qu'« *en face des fauteurs de guerre impérialistes et l'Allemagne hitlérienne, en proie à des contradictions internes, il y a la puissance de l'Union soviétique qui peut permettre la réalisation d'une politique de sécurité collective susceptible d'assurer la paix et de sauvegarder l'indépendance de la France* ». Aux yeux des signataires, la France et l'Angleterre sont des « *fauteurs de guerre impérialistes* » et l'Allemagne est tout simplement exonérée de toute responsabilité ! C'est à la suite de cette retentissante lettre que 30 députés communistes, dont Prosper Mûquet, vont être arrêtés le 5 octobre 1939. Le principal adversaire du PC n'est à ce moment-là, nullement l'Allemagne nazie, mais au contraire la République et le gouvernement français, contre lesquels il est bien décidé « *à résister* ». Léon Blum, l'homme du Front populaire, dans *L'Internationale communiste* (n° 2, 1940) est accusé, sous la plume de Maurice Thorez, d'être un « *monstre moral et politique* », un « *reptile répugnant* », le « *bon chien de garde* » qui « *aboie à pleine gueule contre la classe ouvrière, contre l'Union soviétique [et] contre le communisme* ».

- Le 5 janvier 1940, l'Internationale communiste décide « *d'orienter les ouvriers vers le sabotage des fabrications de guerre destinées à la Finlande* ». Le PCF obtempère et invite « *les cheminots, dockers, marins* » à s'opposer « *au transport du matériel destiné aux gardes blancs de Finlande* » et à saboter la production du matériel de guerre. De nombreux sabotages sont recensés. Le 1er mai 1940, soit dix jours avant la fin de la « *drôle de guerre* », à Boulogne-sur-Seine, une vingtaine de moteurs Gnome



et Rhône, sur le point d'être livrés, ont été endommagés par un jeune de 17 ans, Roger Rambaud, qui le 22 juin 1940, sera fusillé à 5 h 45.

- A partir du 13 mai 1940, l'armée française, pourtant réputée être la meilleure du monde, est terrassée par les panzerdivisionen et la Luftwaffe. C'est une « *divine surprise* », que les dirigeants du PCF, Duclos et Tréand, tiennent à vite exploiter. Y compris à s'allier occasionnellement, même avec « *le diable* ». Des pourparlers sont aussitôt engagés avec l'occupant afin de faire reparaître *L'Humanité*. Les auteurs publient un document qui prouve de façon indiscutable, le défaitisme prôné alors par le PCF :

*« Avons été d'accord G[ermano]S[oviétique] notre lutte contre Bonnet, Dal[adier], Rey[naud], Man[del]. Cela a facilité votre victoire, notre défense du pacte cela vous a avantage. »*

*Je vous répète ce que je vous ai dit. Si vous laissez[reparaître] nous prenons engagement... rien contre vous, prenons engagement nous taire... nous ne ferons rien pour vous mais rien contre vous ».*

Le Parti communiste français promet donc de ne rien entreprendre contre l'agresseur nazi !

- Les tracts distribués par Guy Môquet, au mois d'octobre 1940, responsables de son arrestation, de sa condamnation et de son emprisonnement, sont indiscutablement conformes à cette ligne officielle. La guerre est toujours présentée comme un conflit opposant des puissances capitalistes, auquel la classe ouvrière ne doit surtout pas se mêler. *L'Humanité* du 10 septembre 1940 soutient que l'URSS est « *le pays de la liberté* » et le PC appelle à libérer la France du « *joug capitaliste* », à la doter d'un régime stalinien : pour lui, ce dernier constitue un « *idéal démocratique* » ! Par conséquent, ceux qui veulent poursuivre le combat contre l'occupant sont condamnés d'avance...

Déjà *L'Humanité* du 4 juillet 1940, sous le titre « *Travailleurs français et soldats allemands* », trouvait « *particulièrement réconfortant* » qu'« *en ces temps de malheur, de voir de nombreux travailleurs parisiens s'entretenir amicalement avec des soldats allemands, soit dans la rue, soit au bistrot du coin. Bravo camarades, continuez même si cela ne plaît pas à certains bourgeois aussi stupides que malfaisants. La fraternité des peuples ne sera pas toujours une espérance, elle deviendra une réalité vivante* ». Et dans son édition du 26 septembre 1940 - dix-sept jours avant l'arrestation de Guy Môquet - elle va jusqu'à traiter les gaullistes de « *va-t-en-guerre avec la peau des autres* » !

.....

Il est temps de conclure et de revenir à la question initiale : est-ce que le jeune Guy Môquet a fait « *le choix de la résistance* » au prix de sa vie ?

La Résistance, selon François Bédarida, est « *l'action clandestine menée, au nom de la liberté de la nation et de la dignité de la personne humaine, par des volontaires s'organisant pour lutter contre la domination de leur pays par un régime nazi ou fasciste, ou satellite ou allié* ».

A l'aune de cette définition, la réponse ne peut qu'être la suivante : non.

Pierre Laborie, l'historien du « *penser-double* » nous a appris qu'il était absolument nécessaire d'entrer dans la complexité des situations, que « *tout ce qui n'est pas action contre l'occupant n'est pas complicité avec lui* », que « *tout ce qui est refus de la soumission n'est pas acte de résistance* ». Un réfractaire au STO ne deviendra pas forcément un résistant ou un maquisard s'il cherche seulement à se cacher pour échapper à la loi de février 1943.

Guy Môquet est célébré en tant qu'héros de la Résistance. Or, les faits prouvent que ses actes ont été mis au service d'« *un régime totalitaire, liberticide et criminel* » et d'un parti qui vouait un véritable culte « *au grand et génial Staline* ».

La compassion qu'on est en droit d'éprouver devant le martyr de ce jeune militant, courageux, généreux et fidèle, ne justifie pas la falsification de l'Histoire ou l'instrumentalisation de la mémoire à des fins partisans.

Rendons grâce aux deux historiens qui ont dénoncé et ridiculisé une mystification, d'abord et encore de nos jours idéologique, devenue à partir de 2007 officielle. A travers une stricte et « *pleine investigation* », le verdict de l'archive, de l'Histoire, d'une exigence de vérité, a donné naissance, à une enquête exemplaire, à tous points de vue.

<sup>1</sup> Jean-Marc Berlière-Franck Liaigre, *L'affaire Guy Môquet. Enquête sur une mystification officielle*, Paris, Larousse, 2009.